Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 76 (1996)
Heft: 4: L'euro condamné à réussir

Rubrik: L'euro condamné à réussir

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'EURO CONDAMNÉ À RÉUSSIR

Le numéro de fin d'année de la Revue consacre traditionnellement son dossier à un fait économique qui influence l'action des entreprises suisses en France. L'actualité nous a confirmé dans notre prévision : **la question la plus brûlante de cette fin d'année est celle de la monnaie unique.**

Pour faire le point sur cette question nous avons donné carte blanche à **Jan Hoehn, correspondant de la Handelszeitung**, qui a articulé son dossier autour de l'euro. Ses entretiens avec le Gouverneur de la Banque de France, **Jean-Claude Trichet**, et le Vice-Président de la Banque Nationale Suisse, **Jean-Pierre Roth**, sont évidemment les pages fortes de ce numéro.
Car, s'il ne fait aucun doute que l'euro verra le jour à la fin de ce siècle, beaucoup de questions restent encore sans réponse :

- Cette monnaie unique sera-t-elle crédible aux yeux des investisseurs ?
- Le franc suisse ne risque-t-il pas de redevenir une monnaie refuge ?
- Quelles conséquences pourrait avoir l'introduction de l'euro sur les entreprises en Suisse et en France ?

Voici donc dans les pages suivantes les opinions de MM. Trichet et Roth, mais aussi celles de quelques entrepreneurs suisses, recueillies par Jan Hoehn.
Alors, l'euro, condamné à réussir ? A vous de vous forger une opinion.
O.J.

JEAN-CLAUDE TRICHET : L'EURO PROTÈGE LES EUROPÉENS.

Rencontre avec le Gouverneur de la Banque de France

par Jan Hœhn

Monsieur le Gouverneur, selon toute probabilité, l'euro verra le jour à la fin de ce siècle. Quel rôle la monnaie unique jouera-t-elle au sein du système monétaire international ?

Jean-Claude Trichet : La création de l'euro n'est pas seulement une réforme structurelle européenne majeure. C'est aussi un élément important dans une perspective internationale. En effet l'euro changera, en quelque sorte, la physionomie de la relation entre les grandes monnaies internationales. Mais je ne crois pas qu'il changera nécessairement, a priori, la nature de la relation complexe et subtile entre le pôle monétaire européen, le dollar et le yen.

Se dirige-t-on vers un système bi-polaire, tri-polaire peut-être, avec le yen comme troisième pôle ? Sans oublier la monnaie chinoise, qui pèsera davantage dans les années à venir.

J.-C. Trichet : Vous avez raison de le dire, le monde ne cesse d'évoluer. Aucune situation n'est figée. De nouvelles puissances apparaissent et nous observons, aujourd'hui, que le poids de l'Asie ne cesse de se renforcer.

Néanmoins, je crois que pour un bon moment encore, nous n'aurons que trois pôles essentiels, le pôle américain avec le dollar, le pôle asiatique avec le yen et le pôle européen avec – bientôt – l'euro.

Selon vous, la monnaie chinoise pourrait-elle devenir, d'ici dix ou quinze ans, une des monnaies dominantes dans le monde ?

J.-C. Trichet : Je préfère dire plutôt que "monnaies dominantes", les monnaies qui jouent un rôle central dans le fonctionnement concret du système monétaire et de l'économie internationale. S'agissant de la Chine, je crois que la puissance et l'influence monétaire de ce pays seront directement proportionnelles à la croissance de son produit intérieur brut. Dans une perspective de long terme, il est clair que la monnaie chinoise prendra une place de plus en plus importante au sein du système monétaire international. Au-delà de cela, je ne peux et je ne veux pas faire de prédictions.

« L'euro aura au moins autant de crédibilité que le mark allemand ou le franc français. »

En France, comme ailleurs dans l'Union européenne, se développe le débat sur l'euro fort ou l'euro, disons... plus flexible. Pour vous, est-ce un faux débat ?

J.-C. Trichet : J'ai tendance à considérer que c'est très largement un faux débat. Si on veut que les taux de marché de l'euro soient aussi bas que possible, au service de l'économie européenne, au service de la croissance, de la création d'emploi, il faut que la monnaie unique européenne soit une monnaie crédible : crédible aux yeux des épargnants et investisseurs européens, crédible aux yeux de l'ensemble des investisseurs

Suite page 10 ►►►

© Banque de France

JEAN-PIERRE ROTH : « LE FRANC SUISSE ABSORBÉ PAR L'EURO ? POURQUOI PAS. »

Entretien avec le Vice-Président de la Banque Nationale Suisse

par Jan Hœhn

Pour la Suisse, Monsieur Roth, l'euro sera-t-il une chance ou plutôt un problème ?

Jean-Pierre Roth : C'est certainement une chance pour l'Europe de mettre en place un système monétaire plus stable. Et si cela réussi, c'est aussi une chance pour la Suisse. Nous souhaitons plus de stabilité entre notre monnaie et les autres monnaies européennes. Au cours des dernières années, nous avons eu cette remarquable stabilité entre le franc français et le mark allemand, par exemple. Et c'était aussi un avantage pour nous. Par ailleurs, nous avions des difficultés avec la lire italienne, parce que de ce côté-là le front de la stabilité était rompu.

Quel serait alors votre choix : l'euro fort, l'euro stable, ou l'euro faible ?

J.-P. Roth : En présentant les choses de cette manière, on donne déjà la réponse. Il faut une monnaie forte parce qu'elle est indissociable de la stabilité des prix. C'est une monnaie associée à des taux d'intérêts bas. L'Europe a besoin d'investir pour assurer son bon développement, donc elle a besoin d'une monnaie forte pour le faire.

« Si le plan de Maastricht se déroule comme prévu, je pense que l'euro sera une monnaie stable... »

Beaucoup de gens craignent que la disparition du mark allemand comme monnaie refuge cause des problèmes supplémentaires au franc suisse. Ces craintes sont-elles justifiées ?

J.-P. Roth : Si le plan de Maastricht se déroule comme prévu, je pense que l'euro sera une monnaie stable. C'est le vœu des Européens. Dans ce cas-là, l'attrait du franc suisse ne me paraît pas aussi évident que certains veulent le dire. Pour moi, c'est cette hypothèse qu'il faut retenir. Je ne peux pas soupçonner les Européens de souhaiter mettre sur pied un système monétaire qui ne soit pas sain et reste ainsi agité par des perturbations. Ce n'est pas l'objectif de l'opération, et cela ne serait pas conforme aux intérêts européens, voire à la construction européenne. Donc, je retiens l'hypothèse d'un euro stable avec lequel le franc suisse peut cohabiter sans trop de difficultés.

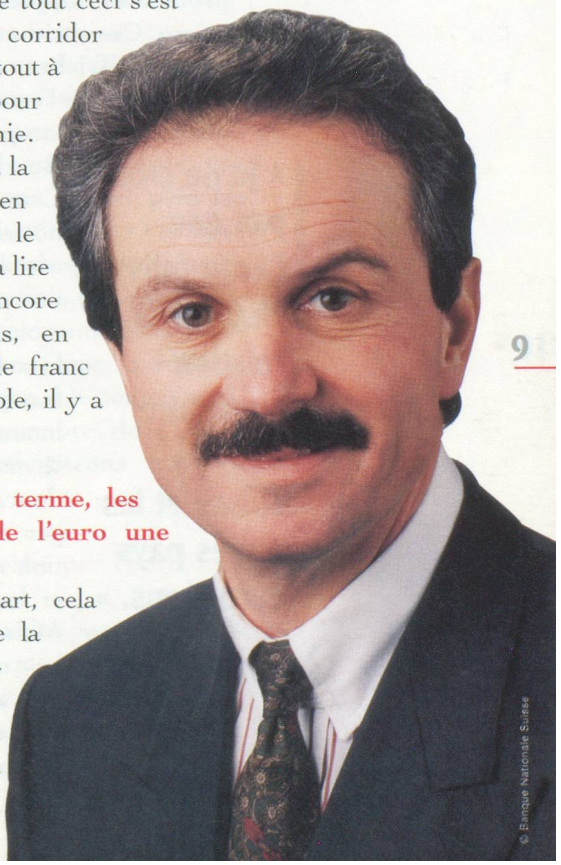
Et si cette hypothèse se révélait trop optimiste ?

J.-P. Roth : La cohabitation avec une monnaie flottante n'est jamais une chose facile. Il y a des hauts et des bas. Quand on regarde l'exemple du rapport franc suisse /mark allemand sur une période d'une vingtaine d'années, on s'aperçoit que tout ceci s'est déroulé dans un corridor de fluctuations tout à fait acceptable pour notre économie. Encore une fois, la situation est bien différente entre le franc suisse et la lire italienne, ou encore le dollar. Mais, en général, entre le franc suisse et une monnaie stable, il y a stabilité de change.

Quelles sont, à long terme, les conditions qui feront de l'euro une monnaie crédible ?

J.-P. Roth : D'une part, cela dépend de la politique de la Banque Centrale Européenne. Nous ne pouvons juger autrement que par les textes qui disent que la

Suite page 11 ►►►



© Banque Nationale Suisse

internationaux. Donc, la Banque Centrale Européenne, qui aura la garde de la crédibilité de l'euro, devra garantir qu'il soit un bon instrument de conservation de la valeur. Naturellement, il y a et il y aura des fluctuations monétaires plus ou moins fortes entre le dollar et les monnaies européennes. C'est la raison pour laquelle il est très important que le G 7, aujourd'hui, et probablement un G 3 demain, prennent en compte cette potentialité de fluctuations excessives et trouvent des parades, afin d'en prévenir tout excès. Aujourd'hui, par exemple, nous considérons, au sein des sept, qu'un dollar solide est dans l'intérêt de tous.

Les marchés financiers, eux aussi, observent la carrière de l'euro. S'il y a faute dans le pilotage de la monnaie unique, est-ce la punition immédiate ?

J.-C. Trichet : Oui, absolument. Parce que le système international, dans lequel nous sommes, est un système de libre-circulation totale des capitaux. Avec des décisions prises en permanence et en temps réel. Ces marchés peuvent en effet, à tout moment, sanctionner une défaillance de la part de ceux qui ont la garde de la monnaie.

Après la création de l'euro, certains craignent – et pas seulement en Suisse – que la disparition du mark allemand comme monnaie refuge pourrait créer des problèmes supplémentaires pour le franc suisse. Ces craintes sont-elles justifiées ?

J.-C. Trichet : Je ne crois pas qu'elles le soient puisque l'euro sera construit sur la crédibilité des banques centrales comme la Bundesbank, la Banque Centrale des Pays-Bas ou la nôtre, la Banque de France. Et cet héritage compte. Donc l'euro aura, j'en suis sûr, au moins autant de crédibilité que le mark allemand ou le franc français, désormais l'une des monnaies les plus stables dans le monde. Je ne crois pas, donc, que l'euro puisse changer substantiellement la relation monétaire entre la Suisse et les autres pays européens. Mais je rajouterai – et pardonnez mon audace – que je souhaite moi-même ardemment qu'un jour la Suisse entre dans l'Union européenne et puisse prendre toute sa place dans la construction européenne.

« Je ne crois pas que l'euro puisse changer la relation monétaire entre la Suisse et les autres pays européens. »

Selon l'analyse du Conseil de Crédit, nombre d'entreprises, en France, ignorent encore un peu les risques qui accompagnent le passage à l'euro. Quelles sont ceux qu'il vaut mieux prendre au sérieux dès que possible ?

J.-C. Trichet : Il s'agit essentiellement de bien comprendre que des investissements de préparation sont à faire. Pas seulement dans le domaine des choses matérielles, mais également sur le plan intellectuel, notamment en matière de formation dans les banques et dans les entreprises. Mais il ne faut pas non plus surestimer ces problèmes. Nous aurons le temps pour faire le nécessaire. J'observe, autour de moi, que toutes ces questions sont de plus en plus prises avec sérieux et détermination, partant du principe que l'euro se fera et qu'il faut s'adapter d'une manière pratique et pragmatique.

L'euro à deux vitesses, cela ne facilite pas non plus la tâche des entreprises.

J.-C. Trichet : Je ne suis pas sûr que le fait que nous ayons, au début peut-être, plusieurs trains pour l'euro, complique particulièrement la tâche des entreprises.

Si vous étiez à la place d'un dirigeant d'une PME, comment feriez-vous pour prendre avantage de la région euro, mais aussi pour limiter les dégâts... au cas où ?

J.-C. Trichet : Au cas où ! J'exclus tout à fait que l'euro puisse être une monnaie dans laquelle on n'aurait pas confiance. Je l'exclus car cela serait contraire au traité. Je l'exclus car la Banque Centrale Européenne aura de son côté le niveau d'autorité et d'indépendance nécessaire pour assurer la garde de la monnaie dans les meilleures conditions possibles. Et je l'exclus aussi, car cela serait tellement contraire aux intérêts des Européens !

De ce point de vue, le pacte de stabilité est un élément absolument essentiel, car il garantit aux yeux du monde entier la crédibilité de l'euro. Quant aux avantages pour les entreprises, le grand atout de l'euro, c'est de perfectionner, de compléter le grand marché européen, de supprimer les derniers obstacles comme les risques de change, les coûts de transaction dans cet espace qui est déjà une très grande puissance économique au monde, ex-aequo avec les États-Unis.

La phase la plus dangereuse pour les entreprises est le passage entre 1999 et 2002 ?

J.-C. Trichet : Dangereuse ! c'est un adjectif que je ne crois pas approprié. Il s'agit

Suite page 12 ►►►

BCE a pour objectif de préserver la stabilité des prix dans la zone de l'Union européenne. Donc, de ce côté-là, tout est garanti. Du côté des pays qui participeront à l'Union monétaire, l'hypothèse retenue aujourd'hui, c'est qu'ils répondent aux critères de Maastricht et qu'ils restent ultérieurement sur la même voie. Donc, cela regroupe les pays qui connaissent déjà aujourd'hui une très grande stabilité monétaire. Ainsi, la première phase de l'opération euro sera tout simplement la poursuite de ce que nous connaissons déjà depuis dix ans.

« Je suis persuadé que l'euro jouera un rôle international qu'aucune des monnaies européennes ne peut jouer individuellement. »

A votre avis, une monnaie unique est-elle réalisable sans fiscalité centrale et sans une même politique budgétaire ?

J.-P. Roth : C'est une question difficile. Dans le cas de la Suisse, il n'y a pas de coordination budgétaire entre les différents cantons. Ce pacte de stabilité, cet engagement des Européens en matière de stabilité financière, est certainement une garantie supplémentaire que l'euro devienne et reste une monnaie de qualité.

Quel rôle l'euro va-t-il jouer au sein du système monétaire international ? Aurons-nous un système bi- ou tri-polaire ?

J.-P. Roth : Je suis persuadé que l'euro jouera un rôle international qu'aucune des monnaies européennes ne peut jouer individuellement. Je crois même qu'un pays comme l'Allemagne n'a jamais été fasciné par l'idée de voir le mark jouer une rôle monétaire extrêmement important. Un obstacle considérable demeure cependant : celui que l'Europe, zone de stabilité, soit également un continent de déficit des balances des comptes, comme par exemple les États-Unis. Le reste du monde n'accumulera pas les euros comme, dans le cas des États-Unis, des dollars, et cela pèsera sur la monnaie unique.

La pérennité de l'euro ne fait pas l'unanimité. On dit qu'il s'agit d'une création artificielle, que la solidarité n'est pas une vertu européenne et qu'aussi tout va se jouer sur le plan des politiques budgétaires, fiscales et sociales. Quelle est votre opinion ?

J.-P. Roth : Je comprends ces doutes. C'est une aventure avec, bien sûr, des risques et des incertitudes. L'euro sera jugé sur pièces, lorsqu'il sera en circulation, lorsque la politique de la BCE sera appliquée. Aujourd'hui, c'est un projet sur le papier, mais demain il doit gagner sur le terrain. On verra. La mise en place de l'euro est certainement une opération compliquée, mais l'installation de l'euro comme monnaie saine pour les marchés financiers sera plus difficile encore.

Quel conseil donnez-vous aux entreprises suisses en Suisse et - par exemple - en France pour la période du passage à l'euro et celle qui suivra son introduction ? Comment se diriger dans ce brouillard ?

J.-P. Roth : Les entrepreneurs suisses ont une particularité, c'est qu'ils travaillent souvent dans le brouillard. Ce qu'on peut leur conseiller, c'est désormais de se tenir prêt à l'arrivée de cette monnaie supplémentaire, car l'euro n'en sera qu'une parmi d'autres. Ce qui va se passer à terme, c'est une simplification du paysage européen, une simplification des opérations commerciales. En somme, si les choses évoluent bien, ce sera un « plus » considérable pour l'Europe comme pour nos entreprises.

« Les entrepreneurs suisses ont une particularité, c'est qu'ils travaillent souvent dans le brouillard. »

Si l'euro devient une monnaie stable et solide, cela augmentera-t-il l'attraction de l'UE pour la Suisse ?

J.-P. Roth : Je crois que la relation entre la Suisse et l'Union européenne est d'abord une affaire politique. Nous sommes totalement européens en ce qui concerne nos échanges. Nous exportons à peu près les deux tiers de notre production vers l'Europe d'où nous importons les trois quarts de notre consommation. Nos flux financiers sont fortement intégrés dans l'environnement européen. Voilà notre situation. Donc, la décision de la Suisse est politique. De toute façon, quand la Suisse sera membre de l'Union européenne, nous participerons aussi à l'Union monétaire.

Le franc suisse absorbé par l'euro, est-ce une possibilité ?

J.-P. Roth : Je ne l'exclus pas. D'ailleurs, on n'exclut pas non plus que le franc français soit absorbé demain par l'euro, et le mark allemand également. Donc, pourquoi pas le franc suisse ?

simplement d'une transition, qu'il faut organiser d'une manière méthodique et pragmatique. Je l'ai dit : nous aurons trois ans pour parachever complètement cette transition. Les billets de banque de l'euro seront introduits à la fin de l'année 2001 alors que la zone euro s'ouvre le 1er janvier 1999. Et je crois que la monnaie scripturale euro commencera à circuler dans la zone euro par la volonté des différents agents économiques européens tout au long de cette période.

Certains décideurs doutent que la monnaie unique tienne la route. Car la solidarité durable n'est pas une vertu européenne, dit-on. Votre réponse ?

J.-C. Trichet : Moi, j'ai une expérience historique inverse. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, on a assisté en Europe à une construction européenne qui a montré une très grande continuité stratégique, un renforcement de la solidarité européenne et un perfectionnement institutionnel. Depuis la Communauté du charbon et de l'acier jusqu'à l'Union européenne, le marché unique et Maastricht, je vois exactement la vertu européenne inverse de ce que vous dites. Si l'Union européenne exerce une telle attraction en Europe (pensez à l'entrée de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède et il y a beaucoup de candidats devant notre porte) c'est la preuve que son magnétisme est considérable. Peut-être pas encore suffisamment pour la Suisse, mais on verra. En somme, pour moi, c'est une expérience historique qui me paraît pouvoir témoigner de l'avenir.

On dit aussi que l'euro est une création artificielle et, à cause de cela, moins convaincante comme solution.

J.-C. Trichet : Là aussi, je ne suis pas d'accord. La justification de l'euro, c'est le perfectionnement ultime du marché unique. Souvenez-vous d'ailleurs que l'idée de l'union économique et monétaire n'est pas une idée abstraite, née dans la deuxième partie des années 80. C'est une idée née dès les années 70, avec le rapport Werner. C'était le premier ministre luxembourgeois. Et les Luxembourgeois ne sont pas particulièrement considérés comme des rêveurs, des gens abstraits ou dogmatiques. Il y a bien sûr des aspects politiques dans cette affaire, je ne le nierai pas. Mais le fond est essentiellement réaliste et pragmatique : donner aux Européens, avec un marché unique parachevé, les meilleures chances pour leur stabilité, leur prospérité, leur croissance économique et l'amélioration de l'emploi.

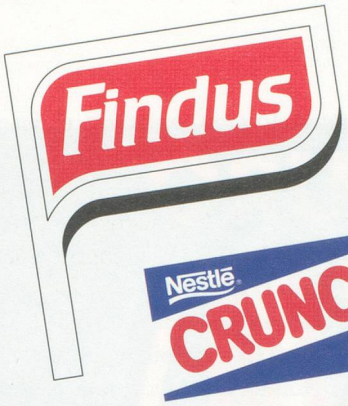
Jamais dans l'histoire on n'a tenté pareille opération : la création d'une monnaie unifiée de cette façon. Si on se réfère au passé, on tombe sur l'exemple de l'empire romain. Là, il y avait un parallélisme, je crois, entre les monnaies locales et romaine. Et cela a marché. Cela peut-il nous enseigner quelque chose ?

J.-C. Trichet : Non, je ne crois pas que cela nous apprenne grand chose. Je note que l'histoire monétaire ne contient pas un équivalent de cette volonté de fusion des monnaies. Mais l'histoire ne nous montre pas non plus un concept type marché unique. Pour comprendre la monnaie unique, il faut revenir à la volonté des pères fondateurs d'avoir un marché unique suivant le modèle du grand marché américain. Par ailleurs, vous trouvez dans l'histoire des périodes où de larges parties de l'Europe avaient la même monnaie. Au 19e siècle par exemple, nous avions exactement la même monnaie en France et en Suisse. C'était le franc germinal. Et c'était, avec des dénominations différentes et dans le cadre de l'étalon or, la monnaie utilisée en Espagne et en Italie. Donc, il ne faut pas trop insister sur l'aspect « totalement inédit » de la monnaie unique.

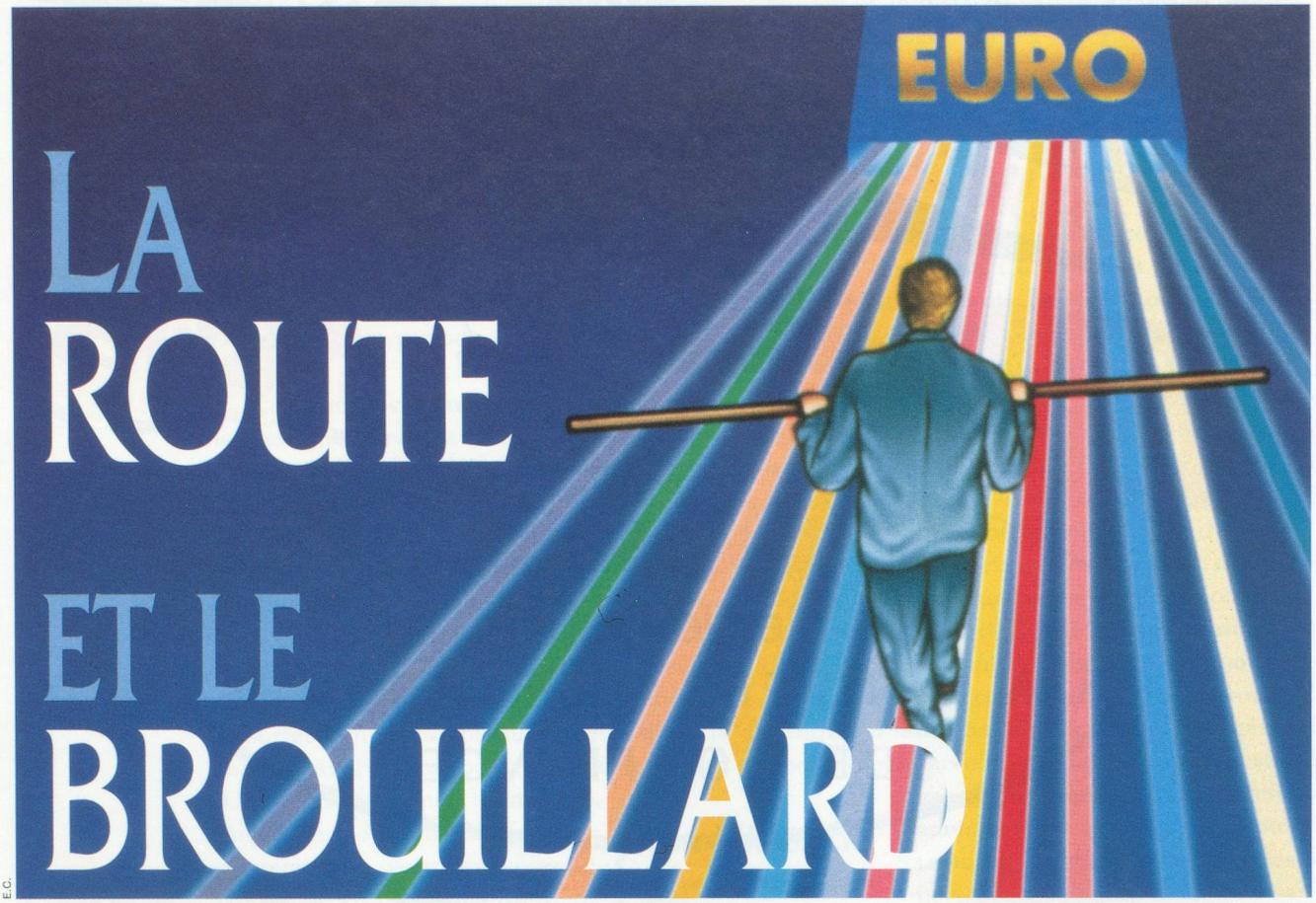
« Au XIXe siècle nous avions la même monnaie en France et en Suisse : c'était le franc germinal. »

Tout de même, c'est une première. Vivez-vous avec l'euro l'aventure de votre vie ?

J.-C. Trichet : Je ne dirais pas cela. Je dirais que c'est toujours stimulant et impressionnant pour une institution comme la nôtre, la Banque de France, de se voir appeler par la volonté de nos institutions démocratiques : le peuple, par référendum, le Parlement, le Président de la République, à participer à un grand projet qui, à l'évidence, a une connotation historique très forte. Nous sommes, dans cette maison indépendante, très attentifs à respecter strictement ce que la loi nous demande de faire. Et – pourquoi ne pas le dire – nous sommes fiers de participer à une telle entreprise historique.



NESTLÉ FRANCE - B.P. 900 NOISIEL - 77446 MARNE LA VALLÉE Cedex 02



LA ROUTE ET LE BROUILLARD

E.C.

Comment organiser l'offensive et la défensive. Les entreprises suisses de l'hexagone s'interrogent.

par Jan Hœhn

Pour André Jacquet, 1996 est une bonne année : *« Jamais nos affaires en France n'ont été aussi bonnes »* se réjouit le Directeur Général de Sulzer Industries France à Clichy. La raison ? *« Nous livrons pas mal de matériel, des compresseurs par exemple, à des entreprises qui les intègrent dans leurs équipements destinés à l'export »*. L'industrie orientée vers l'exportation va donc assez bien dans ce pays à deux vitesses. Mais le responsable de Sulzer Industries France a quand même quelques soucis. 65 % de la production de son groupe est vendu en Europe. Un peu trop à son goût, en cette période où les incertitudes s'accumulent dont certaines sont directement liées à la monnaie unique qui se profile à l'horizon : "l'euro". La parade de Sulzer ? *« La diversification, avec un accent sur les clients et les sites de production en Europe de l'Est, Amérique latine et l'Asie »* répond André Jacquet.

Cette stratégie a, semble-t-il, de nombreux partisans parmi les entrepreneurs suisses de l'hexagone et, vraisemblablement aussi, d'autres pays qui formeront, dans deux ans, la "zone euro". S'il n'y a aucun dérapage d'ici là, naturellement. Rares sont ceux qui expriment des doutes quant à l'avènement de la monnaie unique. *« Bien évidemment pour des raisons politiques »* observent Andreas Schweitzer, gérant de la société Océan SA – qui propose entre autres produits, de bien jolies maisons flottantes – ou encore Nicolas Heyndrickx, Président-Directeur Général de la société Camille Bauer Instruments de Mesure SA située à Massy. Mais les gestionnaires suisses, ou français de filiales suisses, entre Rhin et Pyrénées, deviennent pensifs lorsqu'on les interroge sur la carrière à long terme de l'euro.

La solidarité et les Européens

« L'euro n'est pas exactement un pur produit des marchés », constate Pierre A. Rudisuhli, terrien et gérant de Buhler Sàrl, du haut de son quartier général, Tour Aurore, à La Défense. Pour Andreas Schweitzer, *« C'est une création artificielle : enraciner l'euro dans le monde des affaires ne va pas être aisé. »* Et de se

poser la question, comme beaucoup de leurs collègues, de savoir si la solidarité des membres de la zone euro, en matière de politique budgétaire, fiscale et sociale, tiendra bon. Le fameux "Pacte de stabilité", objet actuel d'une âpre négociation entre les membres de l'Union européenne (EU) n'a pas, ou pas encore, la cote. Jean-Louis Jacquelin, Président-Directeur Général de la filiale parisienne de la Neuchâteloise Assurances, dit ce que les autres pensent : *« La solidarité et les Européens ? Ces deux mots n'étaient guère en harmonie dans le passé. »*

Le principe "Pense globalement - agis localement !" gagne du terrain et l'euro peut encore accélérer cette démarche.

Pas si simple aussi, pour les entreprises, d'identifier "leurs" risques et "leurs" avantages au pays de l'euro, en pleine mondialisation accélérée de l'économie. La situation n'est pas la même dans les différentes branches industrielles et la taille de l'entreprise joue aussi son rôle. Dans une analyse datée d'octobre 1996, le Conseil National du Crédit, lié à la Banque de France, constatait qu'en France un grand nombre de PME ignoraient encore l'enjeu du passage à l'euro, préparé entre le 1er janvier 1999 et le début de 2002. Quant aux PME suisses implantées en France, la situation est identique. *« En Suisse, c'est pareil »* dit Jean-Pierre Roth, numéro 2 de la Banque Nationale Suisse, *« bien que nous aussi soyons concernés par cette affaire. »* Dans ce domaine, donc, c'est le pragmatisme qui règne plutôt que la préparation systématique. *« On va se débrouiller »* remarque Hélène Prevel, responsable du magasin du chocolatier suisse Läderach, dans le 6e arrondissement de Paris. *« Si quelqu'un arrive en janvier 99 avec un chèque libellé en euro, je l'apporterai à ma banque. Si problème il y a, on en discutera. »*

Un euro ni trop faible...

Pour elle, ce n'est pas la fin du dossier euro. *« Qu'il ne soit surtout pas trop faible vis-à-vis du franc suisse »* tranche Mme Prevel quant au débat sur l'euro "fort" ou l'euro "faible". *« Bien sûr, Läderach est une marque de luxe ; mais avec 400 FRF pour le kilo de chocolat, nous sommes à un niveau qu'il vaut mieux ne pas dépasser. »* Comme d'autres acteurs helvétiques du secteur agro-alimentaire, Läderach ne doit pas seulement faire face à l'avenir de l'euro, mais aussi à la paperasse et aux frais douaniers. La fabrique que le chocolatier d'Ennenga (Canton de Glaris) exploite en Allemagne, facilite en peu le pilotage, mais tout de même. Les entreprises horlogères ou de l'industrie textile se trouvent dans la même situation que Läderach. Pour Christian Weisbach, dirigeant de la filiale française de Tag Heuer à Paris, *« La priorité pour nous dans l'affaire euro, c'est une monnaie unique pas trop faible et, globalement, une certaine stabilité. »*

De toute façon, comme beaucoup d'autres entreprises proposant des produits *Made in Switzerland* à l'intérieur de la future première zone euro (vraisemblablement la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays Bas et l'Autriche), les stratèges de Läderach espèrent également que la Banque Centrale Européenne (BCE) mènera une politique de stabilité résolue, ce qui évitera les glissements de la monnaie unique. Et ils espèrent aussi que Jean-Pierre Roth aura raison quand il estime que la disparition du mark allemand en tant que monnaie refuge ne devrait pas de temps en temps pousser le franc suisse dans l'ascenseur, direction vers le haut.

... Ni trop fort

Pour ceux qui ont affaire à des concurrents de la zone dollar, le monde est un peu différent. *« Depuis trois ans, la Suisse rencontre des difficultés à sortir de la phase d'une croissance faible, notamment parce que le franc suisse est surévalué face au dollar »* raisonne Pierre A. Rudisuhli. *« L'euro, dans cette perspective, serait sans doute un handicap et pas seulement pour nous. »* Nicolas Heyndrickx, de Camille Bauer Instruments de Mesure SA, arrive à la même conclusion. Les groupes comme Sulzer, Buhler, Hoffmann-La Roche, Ciba Geigy ou Nestlé jouent déjà plus que jamais la carte de la diversification. Les incertitudes qui planent sur la carrière future de l'euro ne vont certainement rien changer à cela, au contraire. Le principe : *« Pense globalement – agis localement ! »* gagne du terrain et l'euro peut encore accélérer cette démarche. Pierre A. Rudisuhli : *« L'époque des entreprises sans passeport est arrivée : les entreprises deviennent les premiers "citoyens du monde" ! »* Un aspect intéressant : Alex Trotman, dirigeant de Ford, tenait à Paris en octobre dernier exactement le même discours. Dans cette logique, ériger la zone euro contre les zones dollar ou yen n'a plus de sens, car il faut être présent... partout.

Zone euro : il faut voir grand !

La taille possible de la première zone euro suscite quelques soucis dans les rangs des chefs d'entreprises suisses de l'hexagone. *« La dévaluation de la lire italienne nous a*

occasionné des dégâts », dit-on chez Buhler. Jean-Pierre Roth partage ce point de vue lorsqu'il imagine les hypothèses les plus difficiles pour la Banque Nationale Suisse. Ainsi la possibilité, selon toute vraisemblance, que la zone euro n'inclue pas la lire ne fait pas que des heureux. Et, en dépit des déclarations des gouvernements espagnol et portugais affirmant leur intention de monter dès que possible dans le premier wagon du train euro, rien de tel n'est acquis. La seule consolation serait que la Banque Centrale Européenne demande aussi aux voyageurs des deuxième et troisième wagons du train de la monnaie unique davantage de discipline en matière de stabilité. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, refuse même d'envisager un euro faible et instable. Si cette attitude de base s'impose à l'intérieur de la maison euro, celles des monnaies qui resteront dans l'antichambre de la monnaie unique seront affectées et, dans les entreprises concernées, on le sait.

Il n'est pas facile pour les entreprises d'identifier leurs risques et leurs avantages au pays de l'euro, en pleine mondialisation accélérée de l'économie...

Le gouverneur de la Banque de France recommande aux entreprises et aux banques d'organiser à temps des campagnes d'information pour faciliter le passage à l'euro. La Chambre de Commerce Suisse en France prépare déjà une telle action. « *Notamment pour ses membres PME* » explique Olivier Julliard, son secrétaire général. Les grands groupes bancaires, d'assurances et industriels n'ont pas trop de problèmes pour tracer leur chemin à travers le brouillard de l'euro. Et la plupart d'entre eux, comme Winterthur, Hoffmann-La Roche ou ABB, ont déjà installé des groupes de travail pour identifier les risques et les avantages. Mais il y a aussi des cas où l'euro, dans les affaires quotidiennes, ne changera pas grand chose. « *Nous avons l'habitude de travailler avec des devises* » dit Jean-Louis Jaquelin, qui assure, entre autres, les risques maritimes. « *A partir du 1er janvier 1999, simplement, c'est une monnaie de plus qui se trouvera sur notre table, un point c'est tout.* »

Condamné à réussir

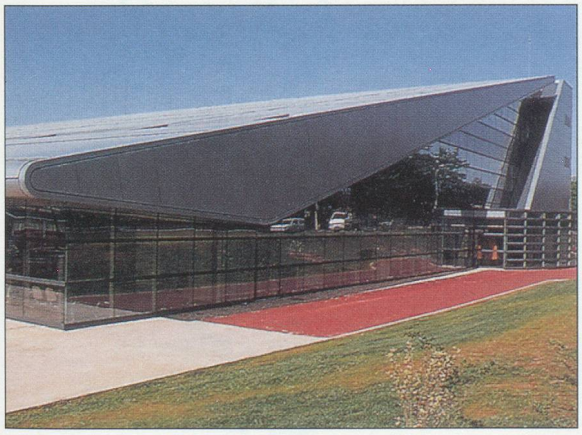
L'assureur est d'accord avec le gouverneur de la Banque de France, lequel ne veut pas surdramatiser le passage à l'euro. « *Mais la suite de l'affaire sera certainement plus agitée* » rajoute-t-il, à l'unisson de Jean-Louis Jaquelin, Andreas Schweitzer ou Christian Weisbach, par exemple. Pour André Jacquet, « *La carrière de l'euro dépend aussi des événements politiques ; et dans ce domaine, il n'y a pas de certitudes absolues. Surtout si les économies trop rigides et à coûts trop élevés, qui font partie de la zone euro, ne s'adaptent pas assez rapidement aux circonstances de la mondialisation.* »

Ces chefs d'entreprises n'excluent donc pas totalement la possibilité d'un échec de l'opération euro, à moyen terme, même s'ils ne le souhaitent pas. « *Cela serait un désastre* » tranche Kumiharu Shigehara, l'économiste en chef de l'OCDE à Paris. « *Et, du fait de l'importance de l'Europe, un désastre pour l'économie mondiale* » ajoute-t-il. Pierre A. Rudisuhli, Andreas Schweitzer, Christian Weisbach ou André Jacquet s'expriment de la même façon. Ils sont convaincus, comme les analystes de l'OCDE, qu'une fois parti, le train euro est condamné à réussir.

EVREUX... ÇA BOUGE

La plus normande des Cités du grand Bassin Parisien, à 100 km des plages... brille par la qualité de son environnement et son dynamisme économique

Ville moyenne de l'ouest parisien, la Capitale Verte, de la Haute-Normandie réalise des projets d'aménagement urbain et économique ambitieux propices à l'accueil des entreprises

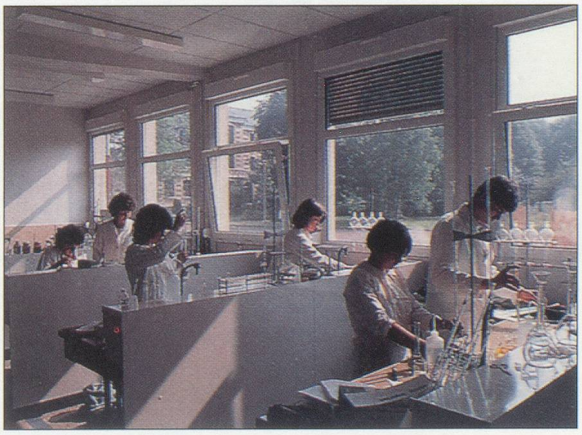


Glaxo : le nouveau bâtiment pour la production des comprimés

La production pharmaceutique poursuit son développement, appuyée par une formation universitaire appropriée. En s'installant à Evreux

GLAXO ET SEARLE

ne se sont pas trompées sur la qualité de la vie



IUT : biologie appliquée, option agro-alimentaire, option pharmacie

CONTACT : MAIRIE D'EVREUX

DEVELOPPEMENT ET ACTIONS ECONOMIQUES

Mme ZURKINDEN

BP 186, 27001 EVREUX CEDEX

Tél. : 02.32.31.52.54. Fax : 02.32.31.52.07.

L'UPE REJOINT LE GROUPE SOCIÉTÉ SUISSE.
L'UNION QUI DONNE DES AILES
À L'ASSURANCE.
upe
«La Suisse»
Assurances (France)
«La Suisse»
Assurances-vie (France)